ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 25 novembre 1964, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "instituant des documents de presse à l'usage des journalistes professionnels", a donné le 5 janvier 1965 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e november 1964 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot instelling van persdocumenten ten gerieve van de beroepsjournalisten", heeft de 5e januari 1965 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

L'intitulé, compte tenu de l'objet de l'arrêté, devrait être rédigé comme suit :

"Arrêté royal instituant des documents et insignes d'identification à l'usage des journalistes professionnels et des entreprises de presse".

\+

\+ +

Les invitations et recommandations à l'adresse des autorités, inscrites à plusieurs reprises dans le texte du projet, ne devraient pas être insérées dans celui-ci.

Ces invitations et recommandations n'ont aucun caractère normatif et elles n'engendrent ni droits ni obligations; elles ne trouvent donc pas leur place dans un document réglementaire.

Elles devraient plutôt, le cas échéant, faire l'objet d'une circulaire ministérielle.

Il y aurait donc lieu d'omettre l'article 1er, alinéa 3, l'article 6, alinéa 2, et l'article 12, ainsi que de modifier l'article 3 de la manière indiquée ci-après.

En revanche, il conviendrait de définir, dans une disposition générale, la portée juridique exacte des moyens d'identification délivrés aux journalistes.

.../...

Cette disposition générale pourrait faire l'objet d'un article 1er, rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Les documents et insignes d'identification délivrés aux journalistes professionnels et aux entreprises de presse ont pour seul objet de faciliter l'identification des journalistes dans l'exercice de leur profession et de permettre aux autorités publiques de prêter aux représentants de la presse tout le concours compatible avec les circonstances.

Il y a lieu d'entendre par "entreprises de presse", pour autant qu'elles se consacrent à l'information générale, les entreprises éditant des journaux quotidiens ou périodiques, les entreprises d'émissions d'information radiodiffusées ou télévisées, les entreprises d'actualités filmées et les agences de presse".

L'expression "entreprise de presse" est utilisée de préférence à l'expression "organe de presse" afin d'éviter toute confusion entre l'auteur de l'édition et l'objet de celle-ci.

Cette observation vaut pour les articles 2, alinéa 2, 7, 9, 20 et 21.

D'un autre côté, et dans la mesure où il est jugé utile de motiver l'arrêté, il serait préférable de rédiger comme suit le second alinéa du préambule :

.../...

"Considérant qu'il y a lieu de déterminer la forme des documents et insignes permettant d'identifier les journalistes professionnels agissant dans l'exercice de leur profession;".

L'arrêté devrait être subdivisé en chapitres et non en paragraphes.

L'article 1er proposé ci-dessus ferait l'objet d'un "Chapitre Ier - Disposition générale".

Le numérotage des chapitres et des articles devrait être remanié en fonction de l'insertion de ces dispositions nouvelles.

L'intitulé du chapitre II (paragraphe 1er du projet) devrait être rédigé comme suit :

"Chapitre II. - Les documents et insignes d'identification délivrés aux journalistes professionnels et aux entreprises de presse".

\+

\+ +

II. EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET.

Article 1er.

Cet article ne crée pas le laissez-passer national de presse, lequel existe déjà. Il vaudrait donc mieux rédiger comme suit l'article 1er, alinéa 1er, lequel deviendrait l'article 2, alinéa 1er :

.../...

"Article 2.-

Un document dénommé "laissez-passer national de presse" est délivré aux journalistes admis à porter le titre de journaliste professionnel.

... ".

Article 2.

Il y aurait lieu de modifier l'alinéa 1er de la manière ci-après en vue de tenir compte de la situation spéciale de certains journalistes étrangers :

"Le laissez-passer national de presse porte, outre le sceau du Ministère de l'Intérieur, la photographie, les nom, prénoms, domicile ou résidence, numéro de la carte ou du document d'identité, lieu et date de naissance du titulaire, ainsi que le nom de l'organe de presse à la rédaction duquel il participe".

Le Gouvernement appréciera en outre s'il ne convient pas de mentionner également sur le laissez-passer national de presse, la nationalité de son titulaire.

Le titre de journaliste professionnel est un titre légal. La délivrance ou le retrait du laissez-passer national ne sont que la conséquence de la possession ou de la perte de ce titre. Aux termes du projet, le journaliste auquel est reconnu le titre de journaliste professionnel possède un droit à la délivrance du laissez-passer.

.../...

L'établissement et la remise de ce document ne peuvent incomber qu'à l'administration, tenue d'exécuter la loi; ils ne peuvent être subordonnés à l'intervention d'une personne privée, laquelle serait en droit de refuser son concours.

Il ne peut donc être prescrit que la signature du président de l'Association générale de la presse belge soit apposée sur le laissez-passer national de presse, et les mots "de celle du président de l'Association générale de la presse belge" doivent, dès lors, être omis à l'article 2, alinéa 2, lequel deviendrait l'article 3, alinéa 2.

L'alinéa 2 devrait en outre commencer par les mots "ce laissez-passer...". De plus, il serait préférable d'omettre les mots "et de la fonction publique" dans l'éventualité d'une répartition différente des attributions ministérielles. Cette observation vaut pour les articles 2, 4, 6, 15, 18 et 21 du projet.

Article 3.

Compte tenu des observations ci-dessus, cet article, lequel deviendrait l'article 4, devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

Il est délivré, en même temps que le laissez-passer national de presse, un carton-insigne de forme ronde. Le journaliste qui en fait usage doit être porteur de son laissez-passer et produire celui-ci à toute réquisition des autorités".

.../...

Article 5.

Il y aurait lieu de remplacer au b les mots "appartenant à des organes de presse étrangers" par les mots "participant à la rédaction d'organes de presse étrangers".

Article 6.

Il ne convient pas qu'un document officiel : le laissez-passer pour automobile de presse, ne puisse être délivré qu'à l'intervention d'une organisation privée : l'Association générale de la presse belge.

En outre, pour les raisons indiquées à propos de l'article 1er du projet, il serait préférable de rédiger comme suit l'article 6, alinéa 1er, lequel deviendrait l'article 7 :

"Article 7.-

Des laissez-passer pour automobile de presse sont délivrés par le Ministre de l'Intérieur dans les conditions déterminées aux articles suivants".

Article 8.

A cet article, qui deviendrait l'article 9, les mots "selon les distinctions opérées à l'article 5" sont superflus et peuvent être omis.

.../...

Article 9.

Les mots "de leur" au dernier alinéa doivent être remplacés par le mot "du".

Article 10.

L'insigne pour automobile est un moyen d'identification qui n'est pas délivré par les pouvoirs publics, mais bien par une association professionnelle, sous la seule responsabilité de celle-ci.

Le but de l'arrêté n'est pas d'organiser la délivrance de cet insigne : l'arrêté tend simplement à conférer à cet insigne une reconnaissance officielle comme moyen d'identification.

Il serait, dès lors, préférable de rédiger comme suit l'article 10, qui deviendrait l'article 11 :

"Article 11.-

L'insigne pour automobile délivré par l'Association générale de la presse belge aux seuls détenteurs d'un laissez-passer national de presse est reconnu comme moyen d'identification des journalistes professionnels.

Cet insigne est constitué par une plaque métallique de 16 centimètres de haut sur 12 centimètres de large portant le lion belge de couleur rouge et les inscriptions de couleur noire "A.G.P.B. Presse" et "Pers - A.B.P.", le tout sur fond doré. La plaque porte en plus un numéro d'ordre, ainsi qu'une plaquette métallique adhésive portant la signature du président de l'A.G.P.B. et indiquant les années de validité".

+

+ +

Le § 2 deviendrait le chapitre III intitulé comme suit :

"Chapitre III. - Modalités de délivrance, de renouvellement et de retrait des documents et insigne d'identification".

Articles 13 à 16.

Pour les raisons indiquées au sujet des articles 2 et 6 du projet, les articles 13 à 16 devraient être remaniés afin d'organiser la délivrance du laissez-passer national de presse et du carton-insigne, ainsi que l'instruction des demandes y relatives, de telle manière que l'autorité administrative conserve le plein exercice de ses prérogatives.

Cette organisation ne devrait d'ailleurs pas, pour autant, exclure l'éventualité selon laquelle les dossiers seraient, en règle générale, constitués et les demandes introduites par l'Association générale de la presse belge; mais les intéressés devraient conserver la faculté d'adresser directement leur demande au Ministre.

Au surplus, la question se pose de savoir s'il y a lieu d'organiser une procédure en l'occurrence, puisque la délivrance ou le retrait du laissez-passer national de presse et du carton-insigne ne sont, aux termes des articles 1er et 3 du projet, que la conséquence de la reconnaissance ou de la perte du titre de journaliste professionnel.

.../...

L'article 16 du projet d'arrêté royal organisant les commissions d'agréation prévoit, au demeurant, la délivrance d'une carte de journaliste professionnel, dont le Premier Ministre détermine la forme, la couleur et les mentions.

Le laissez-passer national de presse ne se confond pas avec cette carte de journaliste, pour des raisons qui ont été indiquées dans l'exposé des motifs de la loi (1) :

> "les mesures réglementaires d'application de la loi prévoiront qu'une carte de journaliste professionnel sera délivrée aux demandeurs pour lesquels la commission de première instance ou la commission d'appel aura pris une décision favorable. Toute confusion devra être évitée entre cette carte et le "laissez-passer de journaliste" dont la délivrance est actuellement assurée, en fonction de considérations de police, par le Ministre de l'Intérieur et restera soumise à l'autorité de ce dernier".

Il n'en demeure pas moins que le laissez-passer national, au même titre que la carte de journaliste professionnel, est un document délivré en exécution de décisions des commissions administratives. Il faut donc et il suffit que l'administration puisse vérifier la qualité du demandeur lorsqu'il s'agit d'établir le laissez-passer national et le carton-insigne.

.../...

(1) Doc.Sénat, 1962-1963, n° 167.

Article 18.

Il serait préférable de rédiger cet article comme suit :

"Article 18.-

Le Ministre de l'Intérieur retire ou annule le laissez-passer national de presse et le carton-insigne, dès le moment où le titulaire de ces documents perd le titre de journaliste professionnel. Il en avise le président de l'Association générale de la presse belge".

Articles 19 et 20.

La différence de nature entre le laissez-passer national de presse, document individuel délivré en fonction d'un titre légal, et le laissez-passer pour automobile, document impersonnel accordé à une entreprise de presse, ne permet pas d'imposer l'introduction simultanée des demandes de renouvellement de ces deux catégories de documents.

Article 21.

L'article 21 devrait être rédigé comme suit :

"Article 21.-

Lorsque l'entreprise de presse à laquelle le laissez-passer pour automobile a été accordé cesse son activité, le laissez-passer doit être renvoyé au Ministre de l'Intérieur".

.../...

Article 23.

L'article 3 de la loi du 30 décembre 1963 ne s'applique qu'à celui qui "s'attribue publiquement sans y être admis le titre de journaliste professionnel".

Cette disposition permet de réprimer l'usage abusif des moyens d'identification délivrés aux journalistes professionnels, lorsqu'il est le fait de personnes ne possédant pas ou plus cette qualité.

L'usage de ces moyens d'identification par leur véritable titulaire, à des fins étrangères à l'exercice de la profession, n'est pas sanctionné par la loi pénale et l'article 23 du projet manque à cet égard de fondement légal.

D'un autre côté, cet article est superflu dans la mesure où il ne fait que rappeler les prescriptions de la loi pénale. Il devrait, dès lors, être omis.

Article 24.

Le mot "rapportés" devrait être remplacé par le mot "abrogés".

Le projet abroge toute la réglementation en vigueur relative aux moyens d'identification délivrés à la presse.

.../...

Or, la reconnaissance du titre de journaliste professionnel par les commissions d'agréation prendra nécessairement un certain temps; il risque donc d'y avoir une solution de continuité entre la disparition de la réglementation ancienne et la mise en oeuvre de la réglementation nouvelle.

Des mesures transitoires se révèlent, dès lors, nécessaires et elles devraient être prévues par le projet.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

Inachtgenomen wat met het besluit wordt bedoeld, zou dit het volgende opschrift moeten krijgen :

"Koninklijk besluit tot instelling van identificatie-documenten en -kentekens ten behoeve van beroepsjournalisten en persbedrijven".

\+

\+ \+

De herhaalde uitnodigingen en aanbevelingen aan de overheid in de tekst van het ontwerp , zouden daarin niet mogen voorkomen.

Ze hebben geen normatief karakter en doen rechten noch verplichtingen ontstaan ; zij horen derhalve niet thuis in een verordenende tekst.

Eventueel zou daaraan een ministeriële omzendbrief kunnen worden gewijd.

Artikel 1, derde lid, artikel 6, tweede lid, en artikel 12, zouden dus geschrapt,en artikel 3 zou op de hierna aanbevolen wijze veranderd moeten worden.

.../...

Daarentegen zou een algemene bepaling nauwkeurig moeten aangeven welke de juridische draagwijdte is van de identificatiemiddelen, die aan de journalisten worden bezorgd.

Aan die algemene bepaling kan een artikel 1 worden gewijd, als volgt :

"Artikel 1.-

De identificatiedocumenten en -kentekens die worden afgegeven aan beroepsjournalisten en aan persbedrijven, dienen alleen om de identificatie van de journalisten bij het uitoefenen van hun beroep te vergemakkelijken en om de openbare overheid in staat te stellen de vertegenwoordigers van de pers alle medewerking te verlenen die met de omstandigheden overeen te brengen is .

Onder "persbedrijven", voor zover deze zich aan algemene berichtgeving wijden, moeten worden verstaan de bedrijven die dagbladen of periodieken uitgeven, de bedrijven voor radio- of televisienieuwsuitzendingen, de bedrijven voor filmjournaals en de persagentschappen".

Aan de uitdrukking "persbedrijf" wordt de voorkeur gegeven boven "persorgaan", teneinde verwarring tussen de auteur van de uitgave en het onderwerp ervan te voorkomen.

Die opmerking geldt ook voor de artikelen 2, tweede lid, 7, 9, 20 en 21.

.../...

Anderzijds, en in de mate waarin het dienstig geacht wordt het besluit met redenen te omkleden, ware het beter het tweede lid van de aanhef als volgt te lezen :

"Overwegende dat er grond is om de vorm te bepalen van de documenten en kentekens, aan de hand waarvan beroepsjournalisten bij de uitoefening van hun beroep geïdentificeerd kunnen worden;".

Het besluit zou in hoofdstukken en niet in paragrafen moeten worden ingedeeld.

Het reeds voorgesteld artikel 1 komt dan onder een "Hoofdstuk I.- Algemene bepaling" te staan.

Het invoegen van de nieuwe bepalingen leidt tot overeenkomstige vernummering van hoofdstukken en artikelen.

Het opschrift van hoofdstuk II (§ 1 van het ontwerp leze men als volgt :

"Hoofdstuk II.- Identificatiedocumenten en -kentekens afgegeven aan beroepsjournalisten en aan persbedrijven".

+

\+ +

.../...

II. ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN VAN HET ONTWERP.

Artikel 1.

De "nationale perskaart" bestaat reeds en wordt dus niet door dit artikel ingesteld. Artikel 1, eerste lid, dat artikel 2, eerste lid, wordt , zou dan ook beter worden gelezen als volgt :

"Artikel 2.-

Er wordt een "nationale perskaart" afgegeven aan de journalisten die gemachtigd zijn om de titel van beroepsjournalist te voeren.

... ".

Artikel 2.

Gelet op de bijzondere toestand van sommige buitenlandse journalisten, zou het eerste lid als volgt moeten worden gewijzigd :

"Op de nationale perskaart komen voor, benevens het zegel van de Minister van Binnenlandse Zaken : foto, naam, voornamen, woon- of verblijfplaats, nummer van de identiteitskaart of van het identiteitsbewijs, geboorteplaats en -datum van de houder, alsook de naam van het persorgaan aan de redactie waarvan hij deelneemt".

De Regering zal voorts uit te maken hebben of op de nationale perskaart al dan niet de nationaliteit van de houder dient voor te komen.

.../...

De titel van beroepsjournalist is een wettelijke titel. De afgifte of de intrekking van de nationale perskaart zijn slechts het gevolg van het bezit of het verlies van die titel. Luidens het ontwerp heeft de journalist die als beroepsjournalist erkend is, een recht op de afgifte van de perskaart.

Het opmaken en het uitreiken van dit document kunnen alleen berusten bij de administratie, die ertoe gehouden is de wet uit te voeren ; zij kunnen niet worden gedaan door toedoen van een privaat persoon, die het recht zou hebben zijn medewerking te weigeren.

Er kan dus niet worden voorgeschreven, dat de handtekening van de voorzitter van de Algemene Belgische Persbond op de nationale perskaart wordt aangebracht ; de woorden "die van de voorzitter van de Algemene Belgische Persbond" dienen derhalve te vervallen in artikel 2, tweede lid, dat artikel 3, tweede lid, wordt.

Het tweede lid zou voorts moeten beginnen met de woorden "Die perskaart...". Voorts moeten de woorden "en van het Openbaar Ambt" worden geschrapt, want het is mogelijk dat de ministeriële bevoegdheden anders worden verdeeld. Die opmerking geldt ook voor de artikelen 2, 4, 6, 15, 18 en 21 van het ontwerp.

Artikel 3.

Met inachtneming van het hiervoren opgemerkte zou dit artikel, dat artikel 4 wordt, als volgt moeten worden gelezen :

.../...

"Artikel 4.-

Samen met de nationale perskaart wordt een ronde insignekaart afgegeven. De journalist die er gebruik van maakt, moet zijn perskaart bij zich hebben en op elke vordering van de overheid vertonen".

Artikel 5.

Onder b vervange men de woorden "van buitenlandse persorganen verbonden zijn" door "deelnemen aan de redactie van buitenlandse persorganen".

\+

\+ +

Artikel 6.

Het gaat niet op, dat een officieel document : het doorgangsbewijs voor persauto , alleen zou kunnen worden uitgereikt door toedoen van een privé-organisatie: de Algemene Belgische Persbond.

Bovendien zou, om de bij artikel 1 van het ontwerp opgegeven redenen, artikel 6, eerste lid, dat artikel 7 wordt, als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 7.-

Door de Minister van Binnenlandse Zaken worden doorgangsbewijzen voor persauto's afgegeven onder de in de volgende artikelen vastgestelde voorwaarden".

.../...

Artikel 8.

In dit artikel, dat artikel 9 wordt, kunnen de woorden "volgens het onderscheid gemaakt in artikel 5" als overbodig worden geschrapt.

Artikel 9.

De woorden "van hun" in het laatste lid vervange men door "van de".

Artikel 10.

Het auto-insigne is een identificatiemiddel dat niet door de openbare overheid, maar door een beroepsvereniging, uitsluitend onder dezer verantwoordelijkheid, wordt afgegeven.

Het besluit dient niet om de afgifte van dat insigne te regelen ; het bedoelt alleen er een officiële erkenning als identificatiemiddel aan te verbinden.

Het ware dan ook beter artikel 10, dat artikel 11 wordt, als volgt te lezen :

"Artikel 11.-

Het auto-insigne, dat de Algemene Belgische Persbond alleen aan houders van een nationale perskaart afgeeft, wordt erkend als middel tot identificatie van beroepsjournalisten .

.../...

Dat insigne is een 16 centimeter hoge en 12 centimeter brede metalen plaat, met een rode Belgische leeuw en, in het zwart, het opschrift "Pers - A.B.P. - A.G.P.B.-Presse", een en ander op vergulde grond. Op de plaat staat voorts een volgnummer en is een metalen kleefplaatje bevestigd met de handtekening van de voorzitter van de A.B.P. en met opgave van de jaren waarvoor de plaat geldig is".

\+

\+ +

Paragraaf 2 wordt hoofdstuk III, met het opschrift :

"Hoofdstuk III.- Wijze waarop de identificatiedocumenten en -kentekens afgegeven, vernieuwd en ingetrokken worden".

Artikelen 13 tot 16.

Om de voor de artikelen 2 en 6 opgegeven redenen zouden de artikelen 13 tot 16 van het ontwerp derwijze moeten worden omgewerkt, dat de afgifte van de nationale perskaart en van de insignekaart, alsook het onderzoek van de desbetreffende aanvragen, zo plaats heeft, dat de administratieve overheid haar prerogatieven ten volle blijft uitoefenen.

Die regeling zou daarom de mogelijkheid nog niet hoeven uit te sluiten, dat, als algemene regel, de dossiers samengesteld en de aanvragen ingediend worden door de Algemene Belgische Persbond ; de betrokkenen zouden echter vrij moeten blijven om hun aanvragen rechtstreeks aan de Minister te richten.

.../...

De vraag is overigens, of hier wel een procedure moet worden ingericht, aangezien de afgifte of de intrekking van de nationale perskaart en van de insignekaart, zoals blijkt uit de artikelen 1 en 3 van het ontwerp, slechts het gevolg zijn van de erkenning of het verlies van de titel van beroepsjournalist.

Artikel 16 van het ontwerp-koninklijk besluit tot instelling van de erkenningscommissies, stelt overigens in het vooruitzicht da afgifte van een kaart van beroepsjournalist, waarvan de Eerste Minister de vorm, de kleur en de vermeldingen bepaalt.

De nationale perskaart is niet hetzelfde als die kaart van beroepsjournalist ; de redenen zijn opgegeven in de memorie van toelichting van de wet : (1)

> "Krachtens de maatregelen die zullen worden getroffen ter uitvoering van deze wet, zal een kaart van beroepsjournalist uitgereikt worden aan de aanvragers waarover de commissie van eerste instantie of de beroepscommissie een gunstige beslissing zal hebben getroffen. Deze kaart mag geenszins worden verward met de "Perskaart", die thans om politieredenen wordt uitgereikt door de Minister van Binnenlandse Zaken, hetgeen ook verder tot diens bevoegdheid blijft behoren".

.../...

(1) Gedr. St. Senaat, 1962-1963, nr 167.

Niettemin blijft de nationale perskaart, evengoed als de kaart van beroepsjournalist, een document dat ter uitvoering van beslissingen van de administratieve commissies wordt afgegeven. Het is dus nodig, en voldoende, dat de administratie bij het opmaken van de nationale perskaart en van de insignekaart de hoedanigheid van de aanvrager kan verifiëren.

Artikel 18.

Dit artikel stelle men als volgt :

"Artikel 18.-

Zodra de houder van de nationale perskaart en van de insignekaart de titel van beroepsjournalist verliest, trekt de Minister van Binnenlandse Zaken die documenten in of maakt hij ze ongeldig. Hij stelt de voorzitter van de Algemene Belgische Persbond hiervan in kennis".

Artikelen 19 en 20.

De eigen aard van de nationale perskaart - een op grond van een wettelijke titel afgegeven persoonlijk document -, tegenover die van het doorgangsbewijs voor auto's - een aan een persbedrijf verleend onpersoonlijk document -, laat niet toe voor te schrijven, dat de aanvragen om vernieuwing van beide soorten van documenten gelijktijdig worden ingediend.

Artikel 21.

Artikel 21 zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 21.-

Wanneer het persbedrijf dat een doorgangsbewijs voor persauto heeft gekregen, zijn werkzaamheid stopzet, moet dat doorgangsbewijs aan de Minister van Binnenlandse Zaken worden teruggestuurd".

Artikel 23.

Artikel 3 van de wet van 30 december 1963 vindt alleen toepassing op degene "die zich in het openbaar de titel van beroepsjournalist toeëigent zonder daartoe gerechtigd te zijn".

Met die bepaling is het mogelijk, het wederrechtelijk gebruik van de aan beroepsjournalisten afgegeven identificatiemiddelen te bestraffen, wanneer het gepleegd wordt door iemand die deze hoedanigheid niet of niet meer bezit.

Het gebruik van die identificatiemiddelen door hun werkelijke houder voor doeleinden die vreemd zijn aan de uitoefening van het beroep, valt niet onder de strafwet; artikel 23 van het ontwerp mist in dezen rechtsgrond.

Voorts is dit artikel overbodig in de mate waarin het gewoon de voorschriften van de strafwet in herinnering brengt. Het moet dus worden geschrapt.

.../...

Artikel 24.

Het woord "rapportés" vervange men in de Franse tekst door "abrogés".

Het ontwerp heft de hele geldende reglementering betreffende de aan de pers afgegeven identificatiemiddelen o

De erkenning van de titel van beroepsjournalist door de erkenningscommissies zal echter noodzakelijk enige tijd duren ; het gevaar bestaat, dat tussen het verdwijnen van de vroegere reglementering en het in werking treden van de nieuwe een gaping zou ontstaan.

Overgangsmaatregelen blijken dus niet gemist te kunnen worden ; het ontwerp zou daarin moeten voorzien.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, staatsraden,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J.DE MEYER, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, — griffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J.HOEFFLER, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.HOEFFLER, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE. — (s.) J.SUETENS.